



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle

Affaire suivie par :  
Courriel :

Réf. :  
Date :

Vendredi 20 octobre 2023

Madame [REDACTED]  
Directrice  
EHPAD RESIDENCE JULES ROUSSE  
LAFRAU HAUT  
09400 TARASCON SUR ARIEGE

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des remarques et des recommandations retenues

**V/Réf :** Votre courrier reçu le 11 octobre 2023 par mail

Madame la Directrice,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 2 octobre 2023, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire. L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives et le tableau des remarques, ci-joints, précisent les prescriptions retenues et les recommandations maintenues avec leur délai de mise en œuvre. En conséquence je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre des Solidarités et des Familles, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

Pour le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé Occitanie  
et par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe

  
Sophie ALBERT

Didier JAFFRE

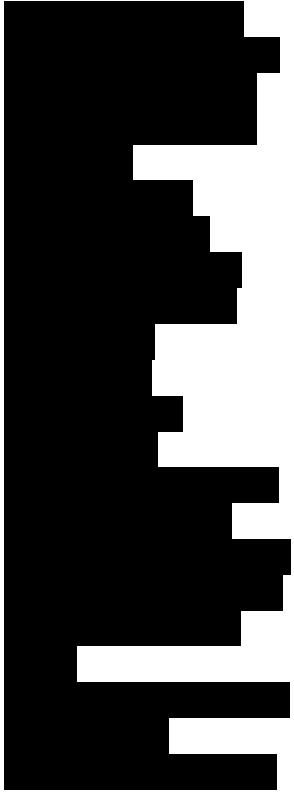

Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle  
Pôle Régional Inspection Contrôle

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives  
Tableau des remarques et des recommandations retenues  
Contrôle sur pièces de l'EHPAD JULES ROUSSE situé à Tarascon-sur-Ariège (09)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

**Tableau définitif de synthèse des mesures correctives retenues**

<b>Ecart (4)</b>	<b>Référence réglementaire</b>	<b>Nature de la mesure attendue (Injonction-Prescription)</b>	<b>Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire</b>	<b>Réponse de l'établissement</b>	<b>Décisions du Directeur Général de l'ARS</b>
<b>Ecart 1 :</b> La structure déclare que la Commission de Coordination Gériatrique n'est pas constituée et/ou active, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.312-158, 3° du CASF.	<b>Art. D.312-158, 3° du CASF</b>	<b>Prescription 1 :</b> Bien vouloir constituer la Commission de Coordination Gériatrique.	<b>6 mois</b>		Prescription 1 maintenue  Délai : Effectivité 2024
<b>Ecart 2 :</b>  L'établissement déclare un équivalent temps plein de MEDCO de  ETP pour 128 résidents, ce qui contrevient à l'article D312-156 du CASF.	Art. D.312-156 du CASF	<b>Prescription 2 :</b> Mettre en conformité à la réglementation.	<b>Effectivité 2024</b>		Prescription 2 maintenue  Nous prenons note que le Dr BORIES assure l'intérim du médecin coordonnateur.  Délai : Effectivité 2024

<b>Ecart 3 :</b> Les procédures de déclaration des dysfonctionnements et EIG aux autorités (ARS et CD) transmises par la structure ne précise pas une déclaration « <b>sans délai</b> », ce qui contrevient aux dispositions de l'article L331-8-1 du CASF.	Art. L.312-8 du CASF Art. L.331-8-1 du CASF	<b>Prescription 3 :</b> Actualiser la procédure de déclaration des dysfonctionnements et des EIG en y intégrant la notion « <b>sans délai</b> » et le mail de signalement <a href="mailto:ars-oc-alerte@ars.sante.fr">ars-oc-alerte@ars.sante.fr</a> .	<b>Immédiat</b>	<div style="background-color: black; width: 100px; height: 15px; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 15px; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="background-color: black; width: 80px; height: 15px; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 15px; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="background-color: black; width: 60px; height: 15px; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="background-color: black; width: 90px; height: 15px; margin-bottom: 2px;"></div>	Prescription 3 levée
<b>Ecart 4 :</b> La structure déclare ne pas disposer d'annexe au contrat de séjour signée <b>pour chaque résident</b> , ce qui contrevient aux dispositions de l'article R.311-0-7 du CASF.	Art. L.311-4-1 du CASF Art. L.342-2 du CASF Art. R.311-0-6 du CASF Art. R.311-0-9 du CASF	<b>Prescription 4 :</b> La structure est invitée à s'assurer de l'existence <b>pour chaque résident</b> de l'annexe au contrat de séjour, de sa signature et de la remise à ce dernier. Transmettre à l'ARS la date de réalisation de l'annexe au contrat de séjour pour chaque résident.	<b>6 mois</b>		Prescription 4 maintenue  Délai : 6 mois

**Tableau des remarques et des recommandations retenues**

<b>Remarques (7)</b>	<b>Référence réglementaire</b>	<b>Nature de la mesure attendue</b>	<b>Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire</b>	<b>Réponse de l'établissement</b>	<b>Recommandations retenues par le Directeur Général de l'ARS</b>
<b>Remarque 1 :</b> L'organigramme transmis ne mentionne pas toutes les catégories de personnel énumérées dans l'article D. 312-155-0, II du CASF.	Art. D.312-155-0, II du CASF Art. L.312-1, II, alinéa 4 du CASF	<b>Recommandation 1 :</b> La structure est invitée à transmettre un organigramme mentionnant toutes les catégories de personnel de l'EHPAD.	Immédiat	[REDACTED]	Recommandation 1 levée
<b>Remarque 2 :</b> L'absence de légende ne permet pas à la mission de s'assurer de la continuité de la prise en charge de soin.		<b>Recommandation 2 :</b> Bien vouloir transmettre la légende du calendrier des astreintes.	Immédiat	[REDACTED]	Recommandation 2 levée
<b>Remarque 3 :</b> L'absence de légende sur les planning transmis ne permet pas de s'assurer de la continuité d'accompagnement en soins des résidents.	Art. D.312-155-0 du CASF Art. R.4311-4 du CSP Art. L.311-3 du CASF	<b>Recommandation 3 :</b> Transmettre à l'ARS les plannings des IDE et des AS – AMP- AES du jour dit, comprenant une légende horaire.	Immédiat	[REDACTED]	Recommandation 3 levée
<b>Remarque 4 :</b> La structure déclare l'absence d'une procédure de prévention du risque iatrogénie.	ANESM - Juin 2017	<b>Recommandation 4 :</b> La structure est invitée à élaborer et mettre en œuvre une procédure de prévention	6 mois	[REDACTED]	Recommandation 4 maintenue



